

**GÉOLOCALISATION DE LA FLOTTE**

# Une cartographie de l'Algérie fait défaut

**Algérie Télécom satellite, filiale d'Algérie Télécom, a mis en place une solution de géolocalisation de la flotte. L'entreprise a déjà équipé 2 500 véhicules. Cependant, le développement de cette solution bute sur l'absence d'une cartographie nationale.**

L'entreprise a d'ailleurs, lancé hier un appel à collaboration pour mettre en place une cartographie de l'Algérie. Un support important pour le système de géolocalisation de la flotte. «En absence d'une cartographie nationale profonde, nous avons initié notre propre cartographie qui est aujourd'hui à près de 60% de production, je fais un appel à l'ensemble des institutions pour nous aider à faire quelque chose de consistant et mettre en place une meilleure cartographie avec le maximum d'informations», a lancé hier

Boukoftane Youcef, chef de département système d'information et géographique au niveau d'Algérie Télécom satellite (ATS). La question a été soulevée, hier, lors de la pré-

sentation de la solution de la géolocalisation et gestion de la flotte. ATS qui a mis sur le marché une solution permettant une meilleure gestion de la flotte à travers la géolocalisation a organisé une journée de vulgarisation sur ce dispositif. Un transporteur s'est interrogé sur la fiabilité des informations qu'offrira ce système si l'entreprise se réfère à Google Earth dans sa cartographie. Sachant, dit-il, que Google fait des mises à jour de ses informations presque chaque trois mois et ne fournit pas des informations sur l'ensemble des trajets sur le territoire national. ATS reconnaît alors une défaillance dans la cartographie actuelle existante. Celle fournie par l'Institut national de cartographie, dit M. Boukoftane, ne dispo-



Photo : DR

**Objectif d'ATS, une meilleure gestion de la flotte.**

se pas de toutes les informations géographiques et prend en compte beaucoup plus la région du nord que celle du sud. Par ailleurs,

M. Boukoftane a indiqué que la solution proposée par son entreprise et mise en place en collaboration avec téléomatics «leader mondial certifié

numéro 1 dans la sécurité dans le secteur pétrolier et gaz». Cette solution, selon ATS, «va accompagner au quotidien les transporteurs dans la gestion de leur activité tout en assurant la sécurité des conducteurs, des passagers et de la flotte elle-même, disposer d'information en temps réel sur la flotte automobile, assurer la sécurité des employés et rationaliser les coûts de l'entreprise».

Rapport de vitesse, anomalie de conduite, identification du chauffeur, position de véhicule, taux de consommation du carburant, localisation hors frontières,... autant de services offerts par couverture GSM ou satellitaire. «Ce n'est pas un moyen répressif mais pédagogique permettant d'apprendre la sécurité routière et les bonnes manières sur les routes. Soit un module d'apprentissage d'une conduite sécurisée», précisent les initiateurs de cette solution.

**Salima Akkouche**

**SAHARA OCCIDENTAL**

## L'Union africaine épingle le Maroc et saisira le Conseil de sécurité

**Le Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine s'est réuni vendredi dernier, à Addis-Abeba, réunion qu'il consacrera à l'examen de la situation et de l'état d'avancement du dossier du Sahara occidental. Cet organe influent de l'Union africaine épinglera le royaume chérifien et ne se suffira pas, pour autant, de la simple dénonciation. Il passe à l'action.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** Après «examen du rapport de la présidente de la commission de l'Union africaine, Dr Nkosazana Dlamini Zuma, sur l'évolution du processus de paix au Sahara occidental ainsi qu'«une communication de l'envoyé spécial de l'Union africaine pour le Sahara occidental, l'ancien prési-

dent mozambicain, Joaquim Chissano, portant sur les résultats de ses consultations engagées avec les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Espagne et les Nations Unies», lit-on dans un communiqué du CPS, une série de décisions est prise.

Il y a d'abord cette première dénonciation. «Le CPS note avec une profonde préoccupation que quatre décennies après le début du conflit au Sahara occidental, tous les efforts visant à trouver une solution ont, jusqu'à présent, échoué à atteindre les résultats escomptés et que l'impasse actuelle exacerbe les tensions dans le territoire du Sahara occidental».

Ce constat fait, le CPS «demande au Conseil de sécurité de l'ONU de tout mettre en œuvre pour assurer l'exécution rapide et effective des décisions pertinentes des Nations Unies et de l'OUA/UA, devant conduire rapidement à l'organisation d'un référendum d'autodétermination pour le peuple du Sahara occidental».

Tout en appuyant les appels du Conseil de sécurité «pour des négociations directes, sans conditions et de bonne foi entre le royaume du Maroc et le Front Polisario», l'Union africaine, à travers le CPS, insistera sur un autre point sensible: les droits de l'Homme.

Il exhorte ainsi le Conseil de sécurité à «prendre les mesures nécessaires en vue de doter la Minurso d'un mandat de protection des droits de l'Homme dans les territoires du Sahara occidental». Ce à quoi, pour rappel, Rabat s'est toujours opposé de manière frénétique.

Autre point de soulevé et qui fera très mal au royaume chérifien, celui relatif à l'exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara occidental.

Une exploitation que le CPS condamne fermement et appelle, aussi, «à cet égard au boycott global des produits des compagnies opérant dans le territoire du Sahara occidental». L'Union africaine compte également saisir l'op-

portunité de la réunion, durant le mois d'avril, du Conseil de sécurité de l'ONU pour dépêcher son envoyé spécial, Joaquim Chissano, «à New York en vue d'exposer la position de l'Union africaine sur le Sahara occidental».

Ce qui est de nature à isoler de manière «mortelle», l'occupant marocain. Il faut rappeler, en effet, que le royaume est le seul pays africain à ne plus faire partie de l'Union africaine depuis que l'organisation a fait admettre en son sein, le Front Polisario.

Ces décisions, lit-on également dans le communiqué de l'organisation, «traduisent le rôle principal de l'organisation continentale qui, depuis sa création, s'est distinguée par son attachement au parachèvement de la colonisation du continent africain ainsi que par son soutien sans faille aux peuples en lutte pour la liberté et l'indépendance».

**A. K.**

**LANCÉ À TIZI-OUZOU, SÉTIF ET TIPASA**

## Le BIT évalue le projet Alice

**Initié par le Bureau international du travail (BIT) et destiné à la promotion de l'emploi au profit des jeunes, le projet «Alice» a fait l'objet, hier, d'une évaluation lors d'une rencontre organisée à Alger.**

Le programme en question qui consiste à accompagner près de 300 petites et moyennes entreprises (PME) est financé par l'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID).

Lors de son intervention, le directeur du BIT-Alger, Mohamed Ali Deyahi, a indiqué que «le projet, initié par le Bureau international du travail (BIT) et destiné à la promotion de l'emploi au profit des jeunes, est appelé à se développer en Algérie».

En effet, lancé il y a deux ans avec un financement de l'AECID, le programme «Alice» consiste à assister et à renforcer les petites et moyennes entreprises (PME) déjà implantées, à travers le soutien technique notamment.

Le programme «Alice» selon ses promoteurs, a permis la «formation de 240 porteurs de projets et l'accompagnement de 280 entreprises dans les wilayas-pilotes, que sont Tizi-Ouzou, Sétif et Tipasa». «Le dispositif devra être mis en œuvre dans d'autres wilayas du pays et bénéficier à d'autres jeunes promoteurs», a ajouté M. Deyahi. Il dira aussi que

ce projet a pour objectif de «contribuer à la création d'emplois décents pour les jeunes à travers le développement de micro et petites entre-

prises génératrices de revenus et d'emplois, dans le cadre d'un développement local et régional fondé sur le secteur privé et en adéquation avec les exigences et les spécificités régionales».

Selon le premier responsable du BIT-Alger, «l'accompagnement des PME se fait à travers l'identification des priorités et des potentialités

naturelles propres à chaque wilaya, tout en estimant que «l'évaluation faite aujourd'hui est une opération dynamique qui doit se poursuivre sur le terrain pour capitaliser les résultats enregistrés».

Selon des intervenants, «la création d'emplois décents passe par le développement de micro et petites entreprises de production de biens

de services, de produits d'artisanat rénovés...». Ils considèrent également que la «pérennité des nouvelles créations est tributaire des ancrages réels de la PME sur le marché et le territoire d'implantation ainsi que des mécanismes qui l'accompagnent pendant les premières années».

**A. B.**

**PROCÈS EN APPEL DE BRAHIM HADJAS**

## Le parquet a requis l'aggravation de la peine de 5 à 8 ans de prison ferme

**Le parquet près la Cour d'appel d'Alger a requis hier de porter de cinq à huit ans de prison ferme la peine prononcée en mars 2014 par le tribunal de première instance d'Alger contre l'ancien P-dg d'Union Bank, Brahim Hadjas, pour dilapidation de deniers publics.**

Le parquet a aussi requis d'aggraver la peine de prison (de 2 à 4 ans) contre deux autres co-inculpés dont une notaire.

L'accusé avait été reconnu coupable en première instance d'avoir détourné en 2004 des deniers publics au détriment de la Banque de l'Agriculture et du développement rural (Badr). L'inculpé est également poursuivi dans cette affaire

notamment de «constitution d'une association de malfaiteurs, d'escroquerie, de banqueroute frauduleuse et de violation de la législation régissant le mouvement des capitaux de et vers l'étranger», selon l'ordonnance de renvoi. L'Union Bank avait effectué des transactions commerciales avec plusieurs banques, dont la Badr, qui a découvert qu'un grand nombre de crédits n'avaient pas de dossiers constitutifs, selon la même source.

Tous les fonctionnaires de la banque ont affirmé lors de l'enquête avoir reçu des instructions de Hadjas Brahim et de ses enfants (K. et C.) pour l'émission de lettres de change, selon la même source. Brahim Hadjas avait nié lors du procès en première instance les chefs d'accusation retenus contre lui, précisant qu'il occupait alors le poste de président du conseil d'administration, étant actionnaire et que sa mission principale au sein de la

banque était de prospecter les investisseurs à l'étranger. Dans une autre affaire de corruption, une peine de 10 ans de prison ferme avait été prononcée en mars 2014 par le tribunal correctionnel de Chéraga à l'encontre de Brahim Hadjas pour «atteinte à la propriété immobilière et dilapidation de deniers publics».

Brahim Hadjas a été arrêté le 12 décembre 2013 au Maroc en vertu d'un mandat d'arrêt international lancée par la justice algérienne, avant d'être extradé vers l'Algérie après 10 années de fuite. Il a été au cœur d'un scandale de corruption lié à son groupe.

Union Bank, première banque privée en Algérie créée en 1995 conformément à la loi sur la monnaie et le crédit de 1990, a été dissoute en 2004 sur décision de justice.

**APS**